

## DISCOURS DU MULGUL

[arnaudherve@gawab.com](mailto:arnaudherve@gawab.com)

*texte garanti écrit dans un authentique bungalow de précaire  
diffusion nationale souhaitée*

Brest, le 06/11/2005

Ce texte s'inscrit dans le débat interne des collectifs pour un Non de gauche sur les évolutions souhaitables et les fonctionnements à adopter après le référendum. Il se concentre sur deux points essentiellement :

- 1) La vocation d'Attac et celle des deux partis PCF-LCR sont incompatibles dans un contexte électoral classique
- 2) La faiblesse imprévue des collectifs que l'on constate depuis l'après-référendum doit nous pousser à revoir nos ambitions à la baisse

Il s'agit d'un avis volontairement rédigé comme très personnel, tout le monde en prend un peu pour son grade, mais j'espère que cela sera tout de même reçu comme une contribution positive, car il est des circonstances où l'expression « remettre les pendules à l'heure » prend une profondeur et une importance singulières. Et c'est parce que je veux que les collectifs continuent que je me permets d'écrire comme il suit.

### FAIRE FACE AU NEANT

Pendant la campagne nous avons été collectivement brillants. Au soir du 29 mai nous avons été euphoriques, et c'était bien légitime.

Question de méthode, pour évaluer la continuité de notre rapport avec le peuple, ayons le courage d'examiner aussi la chose sous un aspect plus sinistre, et contemplons un instant l'abysse de notre faiblesse. Il s'agissait d'un scrutin direct, et non de l'élection de représentants. Dans ce sens rien ne prouve que le peuple nous ait choisis. Le peuple a voté avec nous, dans le même sens que nous, mais il n'a pas voté pour nous. Donc il est aussi sage de partir du principe « Nous ne sommes rien » que du principe « Nous avons gagné ».

Mon intuition est que l'attitude du peuple à notre égard est même pire qu'une simple indifférence. On a beaucoup glosé sur la proportion du Non de gauche et du Non de droite. Je prétends pour ma part que la plupart des gens n'ont voté ni à gauche ni à droite, mais « pour soi », c'est-à-dire pour ne pas être soi-même ou sa famille soumis à la mondialisation, sans aucun projet collectif. Nous vivons dans des sociétés très individualisées, atomisées, et beaucoup de gens rechignent à l'intérêt général, cherchent à se protéger sans assumer leur vie dans la Cité, et ne verraient pas d'inconvénient à ce que leurs voisins soient paupérisés, pourvu qu'eux-mêmes puissent y échapper. Une large partie de la population qui a dit « Non » souhaite même continuer à consommer le travail précaire des autres parties de la planète, pourvu qu'elle puisse l'oublier.

Ce qu'il faut pour changer véritablement de période historique, c'est un changement culturel de grande ampleur. Ce que j'ai à l'esprit c'est « Le sacrifice » de Tarkovski, ou au moins un retour large et probant à l'esprit civique. C'est pourquoi je me situe dans un temps plus long que les prochaines échéances électorales, je suis prêt à les négliger car je les considère comme structurellement négligeables, et cela explique les choix qui suivent.

## SORTIR DE LA CAMPAGNE

Maintenant que nous avons le temps et que nous ne sommes plus dans le feu du référendum, il me paraît légitime de quitter les discours du genre « La liberté guidant le peuple » et autres billevesées romantiques, et de construire explicitement pour une phase nouvelle.

Pour ma part j'ai commencé à ressentir un flottement dès le mois de juin. En fait je pense que l'appel national « On continue » a eu effet négatif, car nous étions des groupes ciblés vers un évènement – le référendum – et nous nous retrouvâmes dans la position d'un club de supporters à qui le coach demande de continuer à faire la hola dans un stade déserté après le match. Même si l'ivresse y était toujours, vu les résultats exceptionnels et l'importance des enjeux, nous fûmes de fait laissés dans une déshérence dont nous ne sommes pas encore remis. Evidemment la question à poser était « Comment on se transforme », et c'est seulement fin octobre que l'on a commencé à percevoir que la « direction » parisienne commençait à prendre cette absolue nécessité en compte.

Même au jour où j'écris (le 06 novembre), le site national affiche toujours « Travaux d'été sur le site », ce qui prouve bien une certaine hésitation.

## LE RENDEZ-VOUS RATE DE NANTERRE

Un second échec fut à mon humble avis constitué par la réunion nationale des collectifs locaux à Nanterre. Le fait marquant fut que la « direction » nationale du Non de gauche n'y remit nullement en jeu son « mandat ». Or, si nous avions accepté avec enthousiasme tel ou tel orateur talentueux – et disponible ! – dans le feu de l'action, il était évident que nous disposions alors du temps, de la sérénité et de la culture démocratique pour examiner qui avait le droit de faire quoi. Dans mon groupe de travail nous fûmes invités à nous exprimer, mais entre nous seulement, et quand nous sortîmes de l'amphithéâtre nous vîmes des célébrités sortir d'une salle « vip » avec les journalistes. Il était évident que nous leur avions servi d'arrière-plan, mais aussi de légitimité pour prendre des positions et faire des déclarations sur lesquelles nous n'avions eu aucun contrôle.

Lors de cette réunion de Nanterre les représentants des collectifs locaux ne m'ont pas tous paru satisfaisants non plus. Certains semblaient ne représenter qu'eux-mêmes, ou au moins très peu ont eu l'honnêteté de déclarer ce qui était leur mandat et ce qui était une opinion personnelle. Un représentant d'un hypothétique collectif « comprenant des gens pour le Non et pour le Oui » a eu le droit de s'exprimer deux fois, privilège non accordé aux représentants des collectifs pour le Non. Certains notables locaux de partis politiques ont refusé de parler du groupe local au nom duquel ils s'étaient inscrits et ont fait des déclarations en faveur de leur parti.

La coordination entre le local et le national laissait aussi à désirer. Les ateliers n'ont reçu aucune explication sur la sélection de leurs rapporteurs pour la session plénière de fin de journée. C'était comme ça. Dans mon atelier la rapporteuse nous a fait perdre un précieux

quart d'heure en début d'après-midi parce qu'on la cherchait, puis une fois trouvée elle a refusé d'assister à l'atelier pendant une demi-heure supplémentaire, parce qu'elle souhaitait « continuer à prendre son café » avec ses amis. Cela ne l'a pas empêchée de siéger doctement en plénière, d'omettre dans son rapport des demandes pourtant répétées par plusieurs représentants et acclamées par la salle en sa présence, puis de préciser en notre nom « au moins dans mon collectif local c'est comme ça ».

Cerise sur le gâteau, en sortant de l'atelier nous apprîmes que d'autres groupes avaient eu le droit de participer à la rédaction de la déclaration publique. Nous non... Touche de crème sur la cerise, apparemment certaines phrases de cette déclaration agréées dans certains ateliers avaient été rejetées par un comité de rédaction inconnu avant que la déclaration soit rendue publique et communiquée à la presse.

Bref, tout cela m'a paru particulièrement désastreux. Une seconde réunion nationale des collectifs locaux est prévue pour le 3 décembre à Paris, mais le site web semble figé, et ne me permet pas de faire connaître au préalable mon opinion sur l'organisation aux autres groupes locaux. Il ne semble pas non plus que les « chefs » aient prévu de remettre en jeu leur mandat. Cela est pourtant indispensable puisqu'ils parlent de participer aux élections.

## LEGITIMITE DU LOCAL

Puis les vacances sont passées, et la vie militante a repris. Les collectifs se sont retrouvés de manière très inégale selon les localités, sans véritable direction d'ensemble.

De manière générale le fonctionnement par collectifs locaux lui-même doit faire l'objet d'une certaine prudence. Certes ce genre d'organisation ad hoc permet une grande souplesse dans l'action, et nous savons tous combien dans les structures rigides l'indisponibilité d'une seule personne peut rendre toute une politique nationale caduque. De plus dans notre cas les collectifs informels ont permis à des militants d'origine diverse de travailler ensemble sans que leurs organisations soient obligées de procéder à une laborieuse association, et c'est ce qui a fait une grande partie de notre intérêt. Mais le fonctionnement par localités peut aussi mener à des comportements absurdes : informations essentielles non transmises, refus de coopérations, qualification d' « impérialisme » d'un simple déplacement dans la ville voisine pour une conférence, isolement moral de militants talentueux dans les petites villes...

Aussi bien le fonctionnement par localités peut même être envisagé comme épistémologiquement contraire à notre objet, puisque nous traitons de phénomènes à l'échelle au moins européenne. Et dans le cas d'une délocalisation dans la ville X, ce n'est pas la spécificité de la ville X qui est pertinente, mais bien la compétition mondiale. On pourrait même dire que notre vocation est de démontrer que la législation est internationale, et dans ce sens on peut aussi craindre que l'attention à des problèmes municipaux ne constitue un bruit nuisible à la concentration, ou que la politique locale soit considérée comme d'un ennui mortel par d'autres militants.

On parle beaucoup de soutien ou pas aux Présidentielles. Mais la plupart des membres de partis présents dans les collectifs ont un destin local. Le poids des égos et des négociations pour les listes locales se fera vite sentir. Notre critique d'un fait de civilisation doit-elle s'encombrer du soutien d'Untel ou d'Unetelle à des postes mêlant voyages gratuits et curatelle de droit public, convivialité avec nos adversaires et seconde retraite ? Et qu'est-ce que le niveau local peut faire contre le libéralisme ?

## LEGITIMITE DES COLLECTIFS

Il semble que nous soyons en train de discuter chacun dans notre coin de ce que doit être son propre collectif. Cela peut s'interpréter comme une liberté démocratique, mais une telle liberté peut rendre impossible par la suite la coordination de structures ayant évolué de manières radicalement différentes, jusqu'à ne plus avoir les mêmes objectifs ni les mêmes principes.

Qui fait partie de notre organisation et qui n'en fait pas partie, voilà une question à laquelle il faudra répondre tôt ou tard. Sur le long terme on peut escompter des modifications considérables et il faut poser les règles rapidement. Exemples :

- devrait-on considérer comme légitime un groupe local déclarant que « le clivage Oui/Non est dépassé »
- devrait-on considérer comme légitime un groupe local excluant l'une des grandes composantes de la campagne (LCR, PCF, Attac, individuels...)
- devrait-on considérer comme légitime un groupe local imposant un rythme de vie militante qui exclue de fait ceux qui ont une vie familiale ou souhaitent militer par ailleurs
- devrait-on considérer comme représentant légitime quelqu'un d'un groupe local qui a de fait cessé d'exister
- devrait-on agréer un nouveau groupe créé selon toute vraisemblance à cause d'une rivalité personnelle locale

On le voit, autant la légitimité de l'organisation nationale reste floue, autant l'acceptation sans aucune condition de n'importe qui localement constitue un péril mortel pour notre cause.

La participation aux collectifs locaux de partis nationalement organisés peut aussi poser problème. Peut-on reconnaître comme réellement local un groupe qui refuse toutes les initiatives locales (conférences, sites web, évènements...) et qui ne se déclenche exclusivement que selon les campagnes d'un parti dominant ?

## PARTI POLITIQUE OU CITOYENS CRITIQUES

Autre problème pour se redéfinir : du fait que le référendum est passé, quel est notre objet à présent ? Sommes nous spécialisés dans la critique des lois bruxelloises en particulier, ou des comités de lutte contre le libéralisme en général ? Avant de répondre à cela, il faut prendre un moment pour examiner notre nature spécifique.

Lors de cette campagne la plupart des collectifs ont constitué un rassemblement original, constitué de deux pôles, l'un que j'appelle « Partis », qui fut principalement composé du PCF et de la LCR, l'autre que j'appelle « Citoyens critiques », principalement composé d'Attac et d'individuels.

Quels que soient les liens d'amitié tissés, nous devons réaliser que cette association était intimement liée à la nature du référendum, et ne pourra pas tenir dans les années qui viennent. Pourquoi ? Parce qu'il s'agissait d'un vote direct, que tout le monde travaillait dans le même sens et au même niveau, et que les uns n'ont pas eu à voter pour les autres. Or les partis vont être amenés à participer aux prochaines élections – et c'est bien légitime – alors que la vocation même d'Attac est de ne pas s'investir dans une élection, pour repérer et critiquer les politiques néolibérales quels que soient les noms des partis au pouvoir.

Reconnaissons-le : Attac constitue une grande part de notre inspiration intellectuelle, et sa culture critique n'a pu prendre son essor qu'une fois appliquée même lorsque la « Gauche » était au pouvoir ! C'est pourquoi Attac ou les citoyens critiques en général seront structurellement obligés de prendre leurs distances avant ou après les élections.

Ma position est qu'il faut anticiper cette distance critique, la reconnaître comme inévitable et prévenir un déchirement qui nous serait fortement préjudiciable, et que la solution relativement la meilleure est d'annoncer tout de suite que les collectifs ne soutiendront personne aux prochaines élections.

Cette option présenterait en outre d'autres avantages : permettre une participation de ceux qui ne s'intéressent pas aux élections municipales, alléger le poids des égos locaux, encourager une culture internationaliste à la mesure des politiques que nous combattons, faciliter les coordinations avec d'autres collectifs citoyens locaux sans crainte de récupération, gagner du temps et de l'énergie pour la constitution de réseaux européens, adopter un rythme non accidenté pour durer, constituer des dossiers et publier...

## LCR ET PCF

De plus, concernant les deux partis politiques, LCR et PCF, mon impression est qu'ils ne sont pas prêts pour mener un changement. Pour ne pas faire trop long je me contenterai d'évoquer que chacun, à sa manière propre, doit effectuer un travail sur soi pour bien distinguer ce qui est alternative de ce qui est « meilleure opposition pour l'avènement du libéralisme ».

En dehors de cet aspect structurel je pense que les récents événements les ont considérablement affaiblis. La radicalité actuelle de leur prise de position en faveur des émeutiers, à l'heure où j'écris, donne une idée de la distance sidérale qui les sépare encore de la population, et de leur impréparation aux fonctions de base de l'Etat. La fonction de police existe dans toutes les sociétés, et si elle n'est plus remplie par la République elle le sera par d'autres... De plus le besoin de sécurité physique n'est pas une question de classe, il est inscrit dans la physiologie humaine et je ne vois pas comment on peut aller contre sans perdre sa popularité.

## FACE AU CENTRE GAUCHE

L'attitude à adopter face aux minoritaires du PS et des Verts pose une autre question : celle de l'opportunité ou non de la constitution d'un Pôle de radicalité, à la gauche de la gauche.

Ayant moi-même quitté les Verts après le référendum, j'ai longtemps cru que tout le monde devait faire comme moi, que nous tenions un poing griffu dans les entrailles mêmes de ces deux partis, qu'il fallait les leur arracher avec férocité et laisser les libéraux exsangues sans leur légitimation de gauche... Deux considérations m'ont fait changer d'avis.

J'ai observé depuis la rentrée la vigueur et la radicalité que le PS met à se construire un « limès » à sa gauche, une zone de monstres rouges comme il créa jadis la zone des monstres bruns. Or le PS d'après le congrès d'Epinay n'est pas un parti comme les autres : il ne se contente pas d'exister dans l'arène politique, il « construit » ces adversaires, c'est-à-dire qu'il possède la faculté de modeler les autres forces politiques à sa convenance, pour évidemment se mettre en valeur relativement. Il ne faut pas sous estimer ce talent.

Cette stratégie du PS à notre égard comporte deux volets : d'une part nous désigner comme des nationalistes xénophobes, d'autre part comme des privilégiés du secteur public préférant leurs acquis « archaïques » à l'intérêt général. Je n'aurai pas tenu les mêmes propos au soir du 29 mai, mais aujourd'hui, force est de constater que cela est en train de marcher, et que nous sommes remarquablement faibles à ce jeu-là, presque déjà perdus.

## ALTEREUROPÉENS OU NATIONALISTES

J'ai organisé le 1<sup>er</sup> octobre un débat pour les collectifs du Finistère, avec deux députés européens pour bien marquer notre vocation altereuropéenne et notre différence avec le Non de droite. Ce débat a été largement considéré comme excellent. Eh bien, le croirez-vous, les collectifs du département ont majoritairement résisté à ce colloque, et la seule chose qu'ils n'ont pas détériorée est ce que je ne leur ai pas laissé l'occasion de détériorer, c'est-à-dire la venue des deux eurodéputés. Jusqu'aux derniers jours, il y a eu des tentatives d'annulation ou de retrait de financements, et même après le débat il y a eu des actes démoralisateurs et des propos de dénigrement du principe même de telles rencontres.

Par contre la grève du 4 octobre n'a posé aucun problème, bien qu'il était moins évident que les collectifs du 29 mai dussent participer en tant que tels à cet événement purement national. Reconnaissons le : beaucoup de collectifs, s'ils ne sont pas nationalistes, de fait souhaitent fonctionner au niveau national, et dénigrer l'Europe, non seulement dans sa version libérale mais dans sa totalité.

Dans ce contexte, si aucune structure commune ne « corrige » les collectifs locaux en faveur d'une dimension plus européenne, il est clair que nous fonçons droit dans le piège tendu par le centre gauche. Soyons encore plus clairs, considérant le temps et l'énergie limités des militants, il serait préférable que les actions purement nationales soient prises en charge par d'autres collectifs.

J'insiste sur le fait que le cas d'école du 1<sup>er</sup> octobre dans le Finistère doit constituer une alerte pour tous les altereuropéens. Il faut à mon sens établir des critères de validité européenne draconiens, qui pourront éventuellement mener à une exclusion de certains collectifs. Franchement j'appelle à l'aide, je sonne l'alerte et je demande que l'on m'écoute.

## GHETTO SOCIOECONOMIQUE OU INTERET GENERAL

Notre recrutement aussi peut poser problème, et le PS ne s'y trompe pas. Les collectifs sont principalement composés d'enseignants et de syndicalistes du secteur public. Dans un sens c'est normal : ce sont les mieux formés, les mieux organisés et ceux qui disposent des meilleures conditions pour militer. A l'inverse cela peut évidemment être utilisé comme un argument pour pousser les salariés précaires du secteur privé à se retourner contre nous, à

souhaiter que les services publics disparaissent afin que tout le monde soit logé à la même enseigne.

Pendant la campagne j'ai été stupéfait par le talent avec lequel la manifestation de Guéret a été organisée. Tout était exposé dans le sens du service aux habitants. Par contre la récente grève de Marseille semble avoir été moins bien présentée et moins bien perçue...

Dans cette optique j'ai pris la décision d'organiser pour le début juin un colloque européen sur la desserte territoriale des services de santé (urgences, maternités...), et encore une fois j'appelle à l'aide les responsables nationaux (des fois que les collectifs locaux s'y opposeraient...). La préoccupation de la santé est partagée par toute la population, et la revendication d'un droit aux équipements à partir d'une certaine échelle territoriale peut facilement s'europaniser, et même constituer une brique civilisatrice entre européens.

Mais dans l'ensemble je dois admettre que la « gauche de la gauche » se dirige tout droit dans le piège que lui tend le centre gauche (social-nationalistes + privilégiés archaïques) et qu'un resserrement de la structure nationale devrait avant tout servir à éviter des caricatures locales.

## ECONOMISME OU ETUDES EUROPEENNES

Il importe aussi de préciser si nous sommes des collectifs uniquement préoccupés d'économie, ou si nous nous engageons dans un projet de civilisation alternative européenne au sens large. Dans nos collectifs, sauf exception :

- La candidature de la Croatie n'est pas commentée
- Le projet d'armée européenne n'est pas commenté
- La production culturelle européenne n'est pas commentée
- Les élections dans les autres pays ne sont pas commentées...

Par contre la directive Bolkestein est suivie, ainsi que l'indépendance de la BCE ou les rapports avec l'OMC, etc. Nous sommes donc majoritairement des antilibéraux portant notre attention sur le niveau européen, et non des altereuropéens incluant le libéralisme parmi les choses non souhaitables pour l'Europe.

Pourtant un certain nombre d'entre nous souhaiterions parler davantage d'Europe au sens large, d'institutions et de culture, de la spécificité des différents pays... et une certaine logique voudrait que les thèmes européens trouvent une place dans les comités censés se charger d'Europe. Dans ce sens il serait peut-être utile de nous rassembler en commissions thématiques, au-delà des collectifs locaux où nous sommes bien seuls.

## REALISME HISTORIQUE OU SOUS-CULTURE

Un autre danger est la récente rigidification en une sous-culture marxiste (donc pas un vrai marxisme) d'une partie de nos intellectuels. Je m'explique : En gros le néolibéralisme serait le fait de néolibéraux anglo-américains, et les socialistes français s'y seraient lâchement ralliés.

Je suis désolé mais ce genre d'interprétation nous affaiblit par son simplisme, nous éloigne de la réalité que nous devons pourtant combattre. D'abord le fait que des gens de droite appliquent une politique de droite ne constitue pas une découverte, et n'est pas plus difficile à comprendre que le fait que la neige fond, que la roue tourne... Cela fait partie des faits

historiques simples à expliquer, de même que les batailles des rois pour étendre leur territoire, etc.

Non, ce qui fait mystère et qui n'est pas encore pleinement expliqué, c'est la participation du centre gauche à ces politiques. Et il ne s'est pas agit d'une complaisance coupable : si les élus de droite ont été les soldats du néolibéralisme, les responsables de centre gauche, dans les pays anglophones comme en Europe, en ont été les ingénieurs. Je veux dire par là que si la droite est coupable de crime passionnel, la gauche est coupable de crime avec préméditation. Comment ne pas voir qu'en France, au niveau national comme au niveau municipal, le changement vers le libéralisme a été de loin plus profond et plus pensé que celui de la droite.

Ce n'est pas du suivisme lâche, c'est de la détermination impérieuse. Quelle a été l'intention réfléchie du centre gauche partout dans les pays occidentaux, de qui s'agit-il en fait, c'est à cela que nos intellectuels doivent répondre.

## VOCATION D'ATTAC

C'est pourquoi il me paraît nécessaire qu'Attac se recentre et retrouve sa pleine capacité de vigilance en dehors des partis. Un blocage mental menace alors qu'une nouvelle phase historiographique est nécessaire, qui devra également assumer la responsabilité des populations dans l'évolution des marchés, et pas seulement d'une minorité de capitalistes (qui peut-être n'ont été que des catalyseurs). Les acheteurs des produits des pays à bas salaires, ce sont les consommateurs héritiers des Trente glorieuses, ceux-là mêmes qui perdent leurs emplois et leur protection sociale. Leur incohérence ne doit pas être passée sous silence. Les délocaliseurs d'industries, ce sont les fonds de pension de salariés, pas des fumeurs de cigare en smoking. Les exploiters, c'est nous. D'une manière générale la spécificité de la période postmoderne doit être décrite avec empirisme, et il ne faut pas forcer le trait pour la relier plus que de vraisemblable avec la période décrite par Marx.

Nous devons au contraire reprendre la critique du consumérisme amorcée par les écologistes. Nous devons admettre que Thatcher et Bush ont été réélus. Nous devons admettre que les pays anciennement colonisés ne cherchent pas à réformer mais à conquérir les marchés, admettre que l'une des industries qui marchent le mieux c'est celle du bricolage, pour la maison individuelle où les occidentaux souhaitent s'isoler.

De même l'argument selon lequel il faudrait à un moment sortir de la critique et enfin proposer quelque chose ne tient pas à mon avis. L'isolement et l'exposition du fait néolibéral constitue en soi une action politique de premier plan. Il faut au contraire persévérer, convaincre plus de citoyens, consolider la légitimité du bilan négatif, et donc ne pas le lier à des stratégies risquées.

## POLE DE RADICALITE OU CONTAGION CULTURELLE

Après ces considérations sur notre nature complexe, les dangers qui nous menacent et les évolutions nécessaires, je peux enfin revenir à la question des rapports avec les nonistes du PS et des Verts.

Dans l'Etat actuel de ma réflexion, je pense qu'il est relativement plus intéressant que nous ne nous radicalisons pas, et qu'au contraire nous encourageons le développement de courants critiques de la construction européenne récente au centre gauche, voire même au centre droit.

Les faits sont avec nous, et le seront de plus en plus. Le bilan du néolibéralisme est négatif sur toute la planète et cela sera de plus en plus difficile à nier. Des gens de tous les milieux se paupérisent et sont obligés de revoir leur avis. Evidemment chaque groupe social le fera à sa manière, avec sa culture et son expérience, ce qui sera parfois éloigné de ce que nous souhaitons. Mais l'essentiel y sera : le bilan négatif. Ne serait-il pas dommage d'inhiber la critique de la période néolibérale dans tous les milieux en laissant le PS déterminer que c'est l'apanage des « monstres rouges », cette zone où les gens décents ne peuvent pas aller, comme jadis le Front national ?

En corollaire il serait peut-être intelligent de ne pas nous associer lors des élections, de ne pas constituer un bloc unique donc une cible unique, pour ne pas nous conformer au piège commode que notre adversaire nous prépare, pour mieux développer la panoplie des positions et notions importables par le centre, pour ne pas limiter notre cause potentiellement universelle dans un seul mouvement, pour multiplier les amis au lieu de donner prise aux ennemis.

Dans ce sens on pourrait même envisager de soutenir au deuxième tour de la Présidentielle un candidat libéral PS pour le Non... Provocation volontaire, certes, mais ne serait-ce pas préférable à la construction d'une opposition idéale pour les néolibéraux, caricaturée et étanche? De plus comme je l'ai dit le PCF et la LCR ne me semblent pas prêts, et il faut peut-être leur laisser plus de temps. En tout cas la question de notre rapport ou pas avec le précaire du privé se pose de manière aiguë.

## CONCLUSION SUR LE SITE INTERNET NATIONAL

Dernière chose : on a évoqué au début de ce texte le caractère ténu et largement hypothétique de notre rapport au grand public qui a voté Non. En fait le seul lien est pour l'instant l'événement du référendum lui-même, et non nos thèses.

C'est pourquoi je propose, puisqu'il nous faut un site web et que la version présente est à réformer après la campagne, que la nouvelle version soit composée de deux parties :

- Une première partie comprenant le texte du TCE, qui reste entièrement d'actualité car les parties I et II seront représentées ensemble ou en morceaux, et la partie III était en vigueur et reste en vigueur. Des commentaires accumulés autour des articles nous permettront de faire valoir notre point de vue, le texte du TCE lui-même étant le document européen le mieux repéré par le grand public, nous permettant d'aborder tous les sujets et de démontrer les erreurs.
- Une seconde partie comprenant un historique de la campagne, car cette campagne a été révélatrice des vrais clivages de notre société, et l'alliance du centre gauche avec le centre droit doit être rappelée, surtout dans les circonstances prochaines où ils apparaîtront séparément. Cet historique devra aussi porter une attention particulière à la critique des médias.

De cette manière nous aurions un site consolidateur de notre identité, et une mine de renseignements précieux.

## VOIR LE MONDE

Le fondement de notre existence – et de notre victoire - c'est le référendum. Nous devrions cultiver ce jardin fertile et laisser d'autres collectifs se constituer ad hoc sur les autres sujets, particulièrement les sujets nationaux.

Après le référendum, l'absence de limites thématiques de notre organisation nationale nous a considérablement nuit. Cela aurait correspondu à la naissance d'un nouveau parti politique généraliste. Mais ce nouveau parti on ne le voit guère venir. Alors, où est la légitimité des élus internes maintenant, que se passe-t-il en haut lieu, qui aura le droit de désigner un éventuel candidat à la Présidentielle, pourquoi ce nouvel échelon non démocratique qui reproduit l'illégitimité que nous dénonçons pour la technostructure européenne ? Et surtout, considérant la faiblesse parfois phénoménale que nous observons dans certains collectifs depuis le référendum, ne vaut-il pas mieux se disperser aux élections, pour ne pas ridiculiser les idées que nous portons.

Nous avons été un instant portés au rang d'espoir pour le 21<sup>ème</sup> siècle, par une autre Europe. Nous sommes en train de tomber au niveau de seconde chance pour quelques ambitions. Pire, nous sommes en train de détériorer la critique altermondialiste en une nouvelle vulgate pseudo marxiste, selon laquelle deux professeurs et trois patrons auraient à eux seuls changé une civilisation, avec la complicité d'une poignée de ministres traitres socialistes.

On pourrait même penser que tout ce discours n'est qu'une grande omission de la responsabilité du peuple... juste au moment où l'on voudrait que le peuple vote pour nous ! Mais la responsabilité du peuple, c'est la voie à suivre pour l'établissement de la vérité et l'avènement d'un changement.